

France/Affaire Benalla

La présidence en ligne de mire après les premières auditions

AFP
Paris/France

Les nouveaux éléments apparus hier accroissent encore la pression sur Emmanuel Macron.

DEUX personnalités clés dans l'affaire Benalla, le ministre de l'Intérieur et le préfet de police, ont désigné l'Élysée, et donc l'entourage d'Emmanuel Macron, comme étant responsable de la mauvaise gestion par les autorités du cas de cet ancien proche collaborateur du chef de l'Etat, qui ébranle tout le gouvernement français.

"Je me suis assuré que le directeur de cabinet de la présidence, employeur de M. Benalla, avait été informé de la situation et que celle-ci était prise en compte", a déclaré sous serment le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, un des poids lourds du gouvernement, soumis hier à un feu roulant de questions devant une commission d'enquête parlementaire.

Dans l'après-midi, le préfet de police Michel Delpuech, qui a autorité à Paris où se sont déroulés les faits reprochés à Alexandre Benalla, a déclaré devant la même commission que pour lui aussi, "le sujet Benalla était traité par l'autorité hiérarchique dont il dépendait", donc la présidence.

Ces deux hauts responsables renvoient ainsi la balle à l'entourage du président Macron, resté silencieux en pleine tempête politique et médiatique depuis les ré-



Photo : AFP

Après l'audition hier du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb (à droite), la pression s'accroît un peu plus sur le président Emmanuel Macron. Au milieu, Alexandre Benalla, l'homme par qui le scandale est arrivé.

vélations du journal Le Monde la semaine dernière.

Le 1er mai à Paris, Alexandre Benalla, un proche collaborateur d'Emmanuel Macron chargé de sa sécurité, a molesté des manifestants tandis qu'il était présent en tant qu'observateur dans le dispositif policier. L'Élysée l'a rapidement mis à pied pendant deux semaines, sans pour autant prévenir les autorités judiciaires de ces violences illégitimes.

"COPINAGES MALSAINS" Depuis que l'affaire a éclaté, la présidence a annoncé une procédure de licenciement et la justice s'est emparée du dossier. Cinq personnes, dont M. Benalla, ont été inculpées. Politiquement, Emmanuel Macron et son gouvernement sont englués dans la plus grave crise depuis leur accession au pouvoir en 2017, accusés par leurs dé-

tracteurs d'avoir voulu couvrir un proche, voire de mettre en place une forme de police parallèle au vu des prérogatives étendues d'Alexandre Benalla, qui n'est pas policier.

"Fondamentalement, ces événements résultent de dérives individuelles inacceptables, condamnables, sur fond de copinages malsains", a dénoncé M. Delpuech, qui affirme avoir été informé de l'existence de la vidéo sur M. Benalla par un adjoint du directeur de cabinet de l'Élysée.

Le directeur de cabinet de l'Élysée, un des plus proches collaborateurs d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda, se retrouve désormais en première ligne et pourrait même être entendu par une commission d'enquête sénatoriale dans les jours qui viennent. Ces nouveaux éléments accroissent encore la pression sur Emmanuel Macron, qui s'est pour l'ins-

tant contenté de faire savoir dimanche via son entourage qu'il considérait les faits reprochés à son ex-collaborateur Alexandre Benalla comme "inacceptables" et qu'il n'y aurait "pas d'impunité".

Coincidence ou lien de cause à effet, le président a annoncé qu'il n'assisterait pas à une étape du Tour de France demain dans les Pyrénées (sud-ouest). Un changement de programme qui n'a "rien à voir" avec l'affaire Benalla, a affirmé son entourage. L'opposition, quant à elle, ne mâche pas ses mots dans ses critiques contre le gouvernement.

"C'est maintenant au président de la République de s'expliquer", a tweeté après l'audition de M. Collomb une porte-parole du parti de droite Les Républicains, Laurence Sailliet.

"Le ministre de l'Intérieur refuse de porter le chapeau des mensonges de l'Élysée et

renvoie la responsabilité de l'affaire Benalla sur le président", a tweeté l'ancien candidat souverainiste à la présidentielle Nicolas Dupont-Aignan.

Mais certains craignent que M. Strzoda ne soit qu'un simple fusible facile à faire sauter pour préserver le reste de la structure élyséenne.

L'ancien candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon dénonce une "piteuse stratégie orchestrée directement à l'Élysée même tout le week-end, pour concentrer toutes les responsabilités sur Alexandre Benalla et sur le directeur de cabinet du président de la République, dont chacun sait qu'il part opportunément à la retraite".

Emmanuel Macron, qui est "impliqué dans cette affaire", "doit répondre, doit s'expliquer parce que ce feuilleton a assez duré", a estimé le député socialiste Olivier Faure.

En attendant, la vie institutionnelle française est bouleversée par cette affaire, à tel point que l'examen parlementaire de la révision constitutionnelle, suspendu sine die dimanche par la ministre de la Justice vu la paralysie due à l'affaire Benalla, reprendra à la rentrée.

• Benalla dénonce. Alexandre Benalla, l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron, a dénoncé hier "l'utilisation médiatique et politique" de son intervention contestée le 1er mai à Paris, qu'il a expliquée par la volonté de "prêter main forte" aux policiers face aux manifestants, dans un communiqué de ses avocats.

L'Afrique en bref

• **Angola/Politique. Les dénonciations d'Isabel dos Santos**

La femme d'affaires et fille de l'ex-président angolais José Eduardo dos Santos, Isabel dos Santos, a dénoncé l'annulation par le nouveau chef de l'Etat Joao Lourenço d'un contrat accordé à une de ses sociétés, nouvel épisode des tensions entre tenants de l'ancien et du nouveau régime.

• **Côte d'Ivoire/Politique. Le PDCI menace d'aller seul aux élections**

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), un des deux grands partis de la coalition au pouvoir, a menacé dans une conférence de presse dimanche d'aller seul aux élections locales d'octobre et a exclu des frondeurs hostiles à une unification avec le parti du président Alassane Ouattara en vue de la présidentielle de 2020.

• **Nigeria-violences. Huit morts dans le nord-est**

Huit personnes ont été tuées par un kamikaze qui s'est fait exploser hier dans une mosquée du nord-est du Nigeria, a-t-on appris de sources locales.

• **RD Congo/Élections. L'opposition ne boycotte pas mais pose des préalables**

L'opposition congolaise a déclaré hier qu'elle ne boycotterait pas les élections prévues le 23 décembre en République démocratique du Congo mais a répété qu'elle exigeait des préalables, à commencer par le retrait du président Kabila, à deux jours de l'ouverture du dépôt des candidatures.

A travers le monde

• **Canada/Fusillade. Toronto : deux tués, le tireur est mort**



Photo : AFP

Deux personnes ont été tuées et douze autres blessées dimanche soir à Toronto, la métropole économique du Canada, dans une fusillade au cours de laquelle le tireur présumé est mort après un échange de coups de feu avec la police.

• **Etats-Unis/Diplomatie. Trump menace l'Iran d'un tweet en majuscules**

Dans un registre évoquant celui utilisé il y a un an face à la Corée du Nord, Donald Trump a lancé une mise en garde d'une rare virulence contre l'Iran, suscitant des interrogations sur la stratégie américaine face à la République islamique.

Mali/Attaque

Onze jihadistes et un soldat tués dans une "embuscade terroriste"

AFP
Bamako/Mali

Cet incident - comme un autre dans le nord-est, près de la frontière nigérienne - survient à une semaine du premier tour de la présidentielle.

ONZE jihadistes ont été tués dimanche dans le centre du Mali dans une "embuscade" tendue par des islamistes à l'armée qui a perdu un soldat dans cet incident, a annoncé le ministère malien de la Défense.

"Une patrouille de reconnaissance et de sécurisa-

tion" de l'armée malienne "est tombée" dimanche "aux environs de 08H00 (09h00 au Gabon) dans une embuscade tendue par (des) terroristes dans la forêt de Soumouni, cercle de Macina, région de Ségou" (centre), a indiqué le ministère dans un communiqué publié sur son site d'informations.

"Au cours de cette opération, les FAMA (forces armées maliennes) ont enregistré un mort et un blessé. Côté ennemi, l'on dénombre 11 morts", poursuit le communiqué qui ne donne pas plus de détails. Par ailleurs, "des hommes armés ont attaqué le 20 juillet le village de Tindin-

bawen, dans la commune de Ménaka" (nord-est, près de la frontière nigérienne), selon un communiqué du Groupe d'auto-défense Imghad et alliés (Gatia) et du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA).

Le Gatia (pro-Bamako) et le MSA (issu de l'ex-rébellion à dominante touareg) sont deux groupes principalement touareg soutenant la force française Barkhane et l'armée malienne.

Les "assaillants ont procédé à l'exécution sommaire de plus de vingt personnes dont des personnes âgées en même temps que les quelques éléments du poste de sécurité de la coalition"

Gatia-MSA, selon le Gatia et le MSA.

Cette attaque "terroriste" a été perpétrée "par un mouvement signataire de l'accord d'Alger", en mai-juin 2015 pour la paix dans le nord du Mali, a ajouté cette coalition sans préciser ce mouvement.

Ces incidents sont signalés alors que le premier tour de l'élection présidentielle au Mali doit se dérouler le 29 juillet. Le président Ibrahim Boubacar Keïta brigue un second mandat. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, en grande partie chassés ou dispersés par une inter-

vention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, régulièrement visées par des attaques meurtrières, malgré la signature de l'accord de paix de mai-juin 2016, censé isoler définitivement les jihadistes.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues dans le centre et le sud du Mali et le phénomène déborde sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.